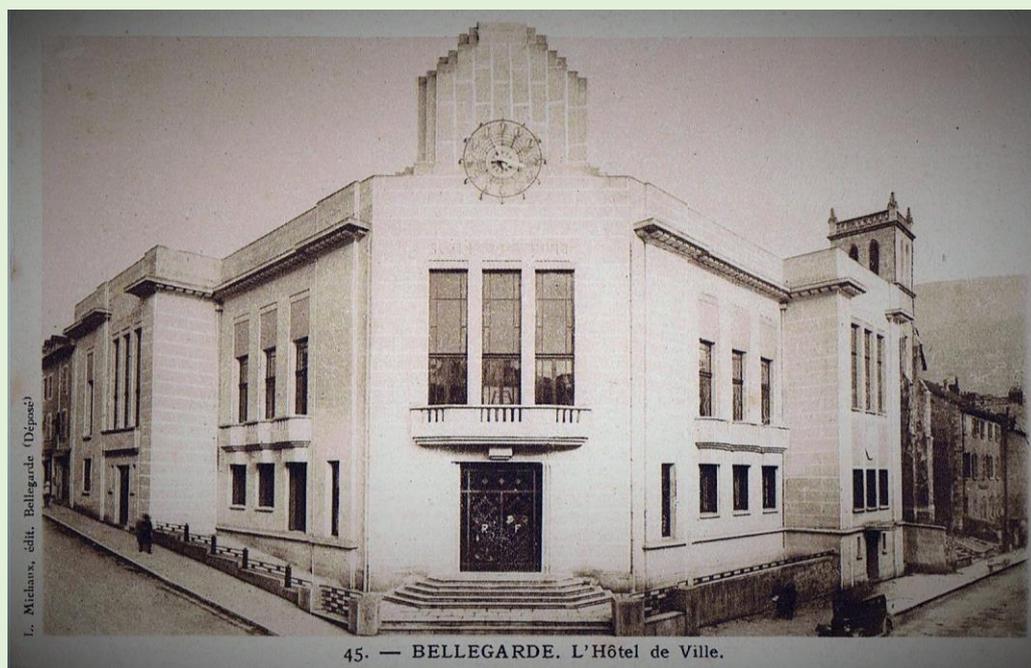


## 13 mars 1943 : Conseil municipal de Bellegarde.



La mise en place du régime autoritaire de Vichy s'exprime également au niveau des conseils municipaux. Le suffrage universel est tout simplement supprimé. Les conseils municipaux régulièrement élus sont dissous et c'est un arrêté préfectoral qui « désigne » les membres des nouveaux conseils, appelés plus précisément «délégation spéciale».

C'est le 13 mars 1941 que le nouveau conseil de Bellegarde sera installé.

On note entre autres l'éviction de BATON, PINARD et TOURNIER, élus socialistes, car c'est là le véritable but de l'opération.

Cependant, tous les maires et conseillers ainsi désignés ne se sont pas comportés systématiquement en collaborateurs militants.

Passé le premier élan pétainiste dû au choc de la débâcle, un certain nombre d'entre eux ont pris conscience de la duperie vichysoise et ont basculé dans la résistance. Mais la résistance a considéré comme normal que, dès la libération, toutes les délégations spéciales soient remplacées par un comité de libération, constitué à l'image du C.N.R, et dont la tâche serait de préparer le retour du suffrage universel et de nouvelles élections démocratiquement organisées.

A Bellegarde c'est M. BATON qui fut désigné par la résistance pour être président de ce comité, puis devenir maire provisoire de la ville après la libération. Dès octobre 1940, la première réaction des syndicalistes dans l'Ain se produit à Génissiat, sous l'impulsion de CHARENT, vieux militant anarcho-syndicaliste qui mourra plus tard en déportation.

L'importance des effectifs ouvriers sur le chantier du barrage de Génissiat explique le dynamisme syndical de la région de Bellegarde dès avant la guerre. Un responsable C.G.T. départemental, MADRAS, vint alors à Génissiat tenir une réunion clandestine, ce qui lui valut d'être arrêté ainsi que CHARENT par la police française et de subir deux condamnations dont une à 6 mois. de prison, MADRAS reviendra à Bellegarde en mission pour le M.O.F. (Mouvement Ouvrier Français) au début de l'année

Les premiers tracts distribués à Bellegarde ont été écrits à la main chez Marius MARINET par un petit groupe de militants comportant entre autres son fils Jean, Marcel BARBIER, René BOCHET, Roger DALLOZ. Ils étaient signés : « Mouvement Ouvrier Français.

Pour comprendre le cheminement ultérieur des contacts, il est nécessaire de parler de Léon MORANDAT (nom de guerre YVON), originaire de Polliat en Bresse. Il deviendra pour le public d'après-guerre, Yvon MORANDAT, compagnon de la libération, qui terminera sa vie et sa carrière à la tête des Charbonnages de France. Militant syndicaliste C.F.T.C., MORANDAT se trouve en 1940, après l'évacuation de la Norvège, membre des F.F.L. à Londres. Il est récupéré par Maurice SCHUMANN qui le présente à DE GAULLE. On peut penser que celui-ci a compris que les réseaux ne suffiront pas à créer en France un élan de résistance assez consistant et que, pour donner à la résistance une large assise dans la population il faut l'ancrer dans les milieux populaires. En novembre 1941, MORANDAT qui a refusé un poste d'éditorialiste à Radio-Londres et qui préfère l'action sera parachuté près de Toulouse. Sa mission est de contacter les syndicalistes C.G.T. et C.F.T.C. afin de les amener à se regrouper et à s'intégrer à la résistance sous la forme du Mouvement Ouvrier Français (M.O.F.). De Toulouse il poursuivra sa mission à Lyon, Marseille, Thonon, Bordeaux. Il sera en contact avec le mouvement « Libération » qui aura ainsi grâce à lui une liaison avec Londres. Il rencontrera également le Parti Socialiste. On ne dit pas assez que le succès de la mission confiée à MORANDAT en 1941 conditionnait en partie le succès ultérieur de la mission de Jean MOULIN qui, en obtenant la création des M.U.R. en janvier 43 (voir lexique page 136), puis celle du C.N.R. en mai 43, réalisait l'unification nécessaire de toutes les forces de la résistance Le maréchal Pétain prend le pouvoir.

Les Français dans la Gestapo Il y eut des Français pour accepter de servir, non pas seulement l'Allemagne, mais le nazisme en devenant des agents de la Gestapo (voir lexique page 133), cette police politique abjecte et impitoyable, principal soutien du régime d'Hitler et qui semait la crainte jusque dans l'armée allemande. La région de Bellegarde-Pays de Gex était sous l'autorité de la Gestapo de Gex dont le chef était un certain CAPRI.